



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2021 - janvier 2022

Date de parution : juin 2022

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

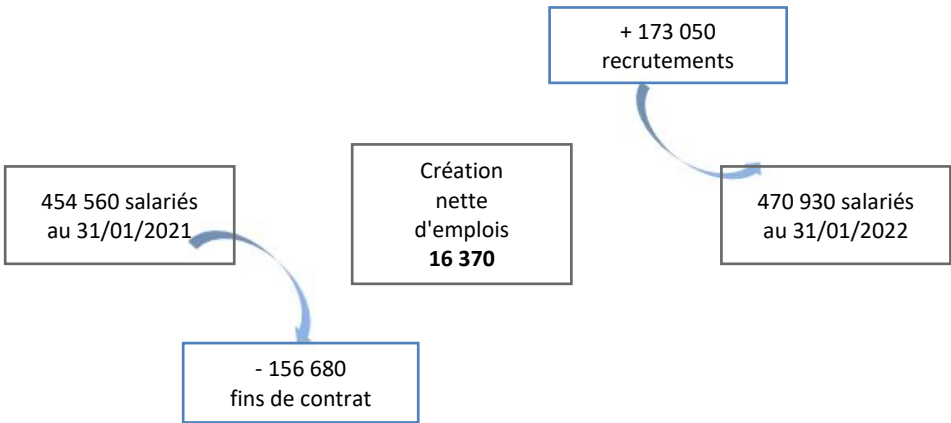
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2022, il y avait 470 930 salariés au Luxembourg contre 454 560 au 31 janvier 2021. Entre ces deux dates, on observe 173 050 recrutements et 156 680 fins de contrat (dont près de 6 870 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 16 370 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 16 370 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,6%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	143 740	127 360	16 380
Salariés intérimaires	29 310	29 320	- 10
Total	173 050	156 680	16 370

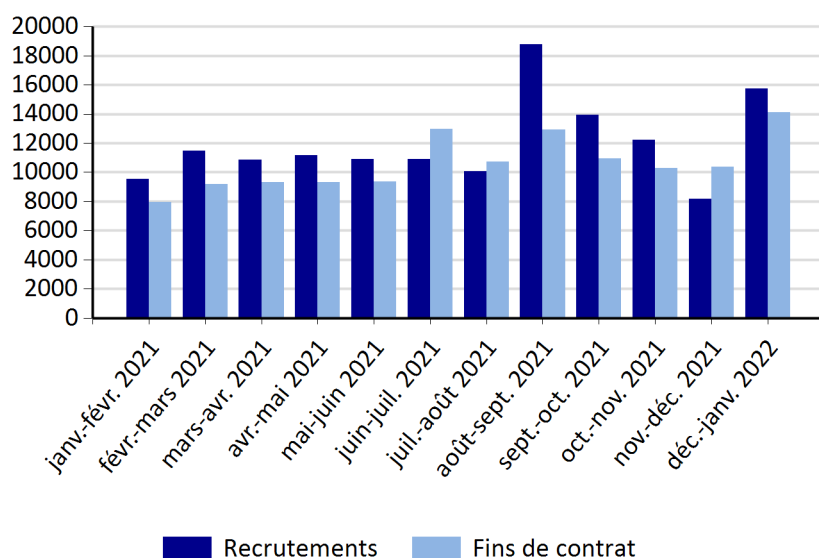
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 17% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 83% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 19% et 81%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2022, 1,6% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 7 520 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

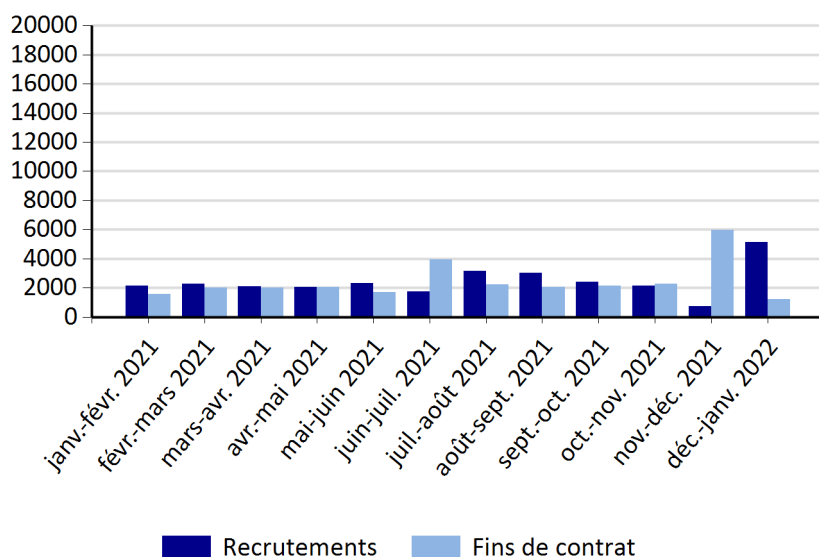
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 8 170 et 18 780 ; celui des fins de contrat, entre 7 960 et 14 090.

Guide de lecture : Entre janvier et février 2021, on observe 9 540 recrutements et 7 960 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

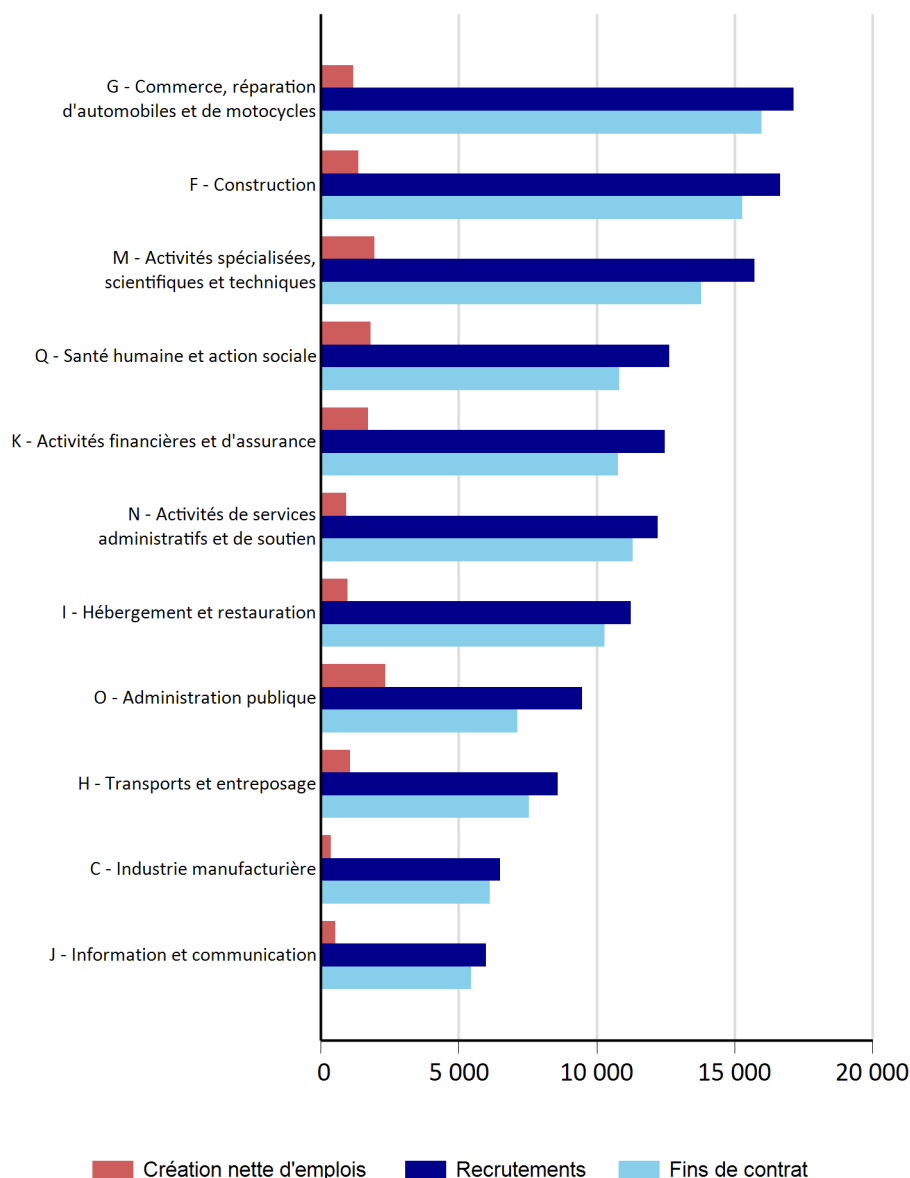


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 750 et 5 160 ; celui des fins de contrat, entre 1 230 et 5 990.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 17 160, 16 650, 15 730 et 12 640 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Santé humaine et action sociale" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2021 et janvier 2022.

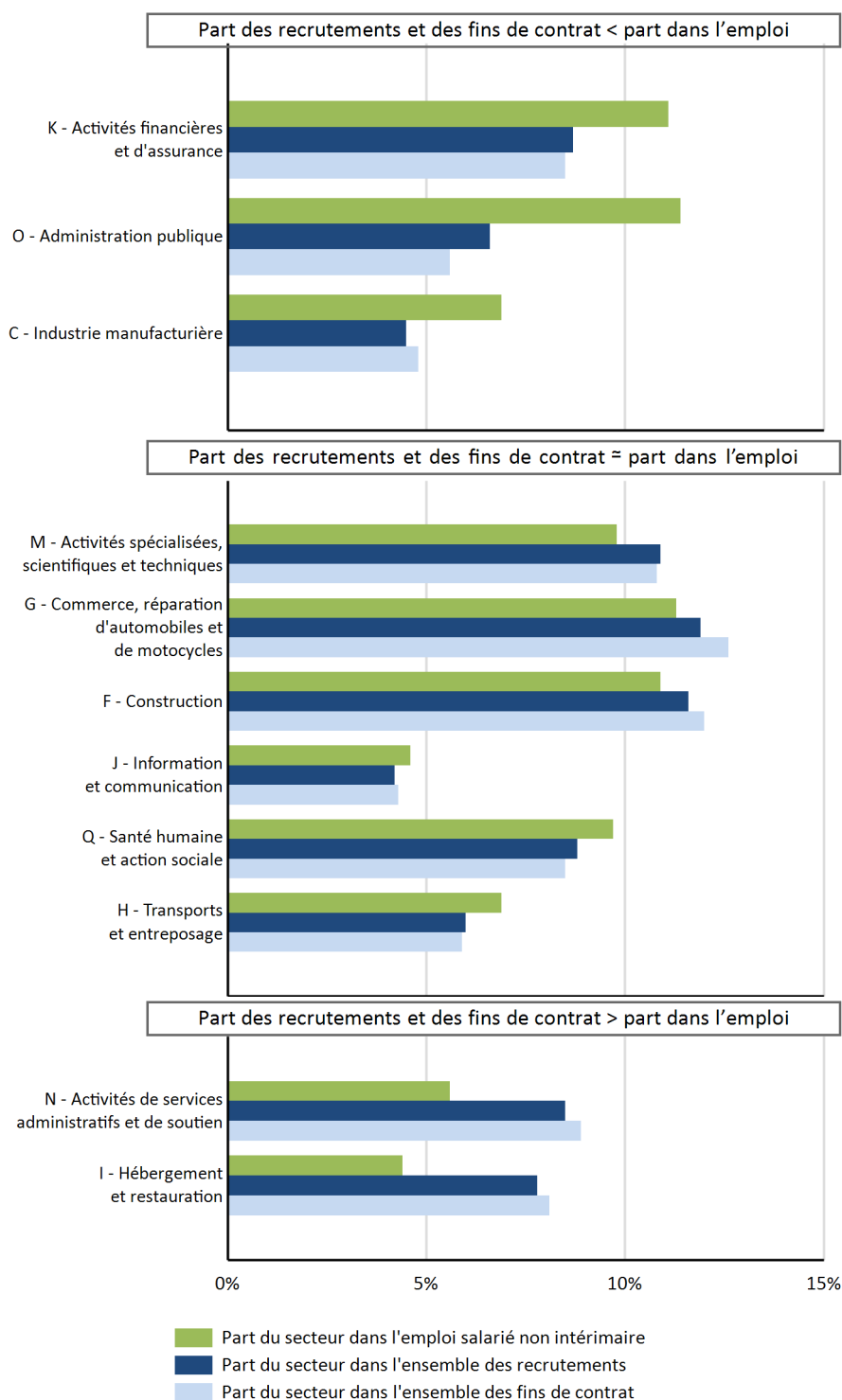
Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2021 et janvier 2022 s'élève environ à 17 160, le nombre de fins de contrat à 15 990. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 170.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

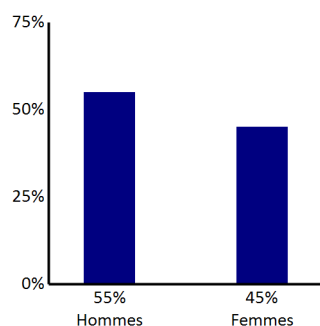
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

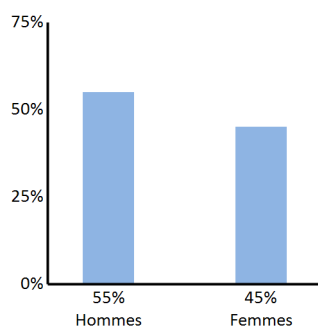
Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 7% des recrutements et 6% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

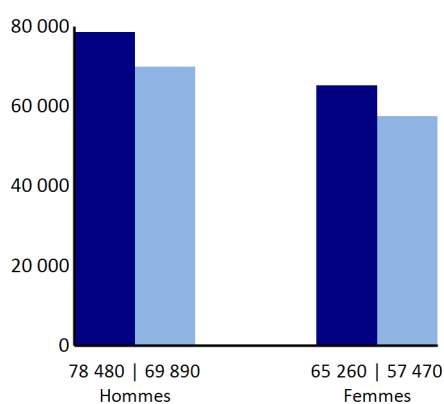
4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 143 740 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2021 et janvier 2022, 45% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2021 et janvier 2022, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 590 unités, ce chiffre s'établissant à 7 790 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 11% des recrutements (= 8 590/78 480) et 12% pour les femmes.

Guide de lecture :

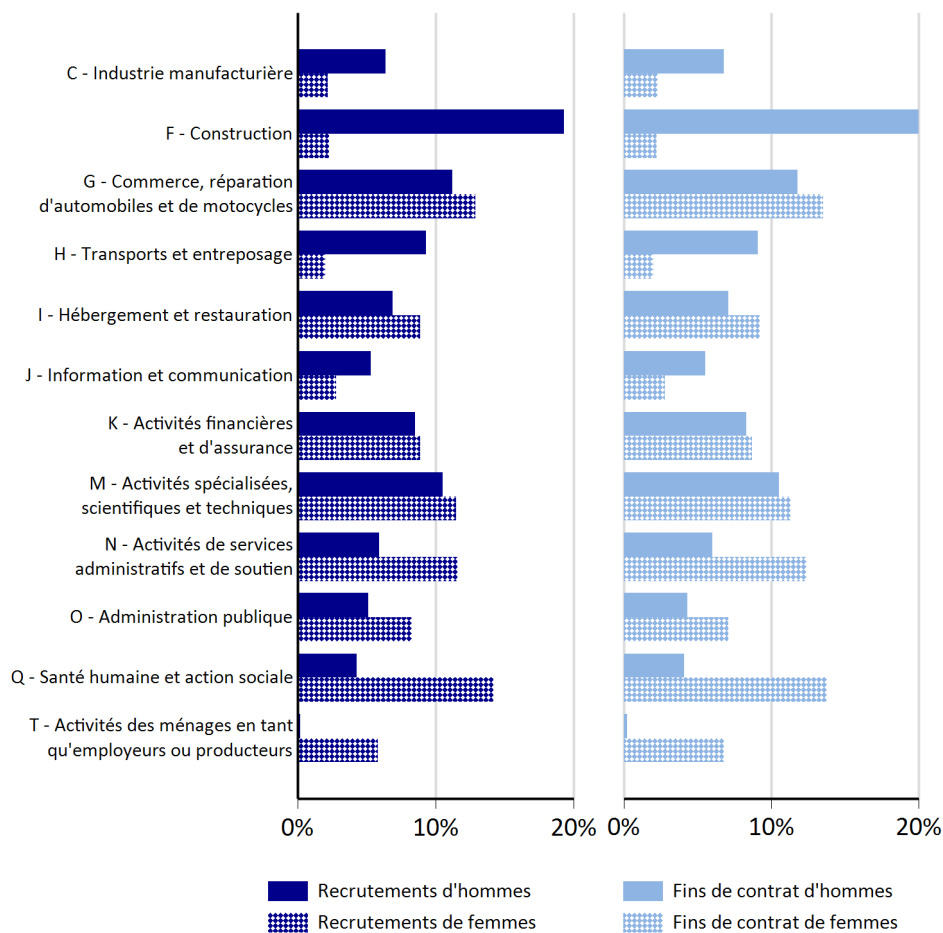
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 55% des concernent des hommes et 45% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 55% concernent des hommes et 45% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 78 480 concernent des hommes. C'est le cas de 69 890 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



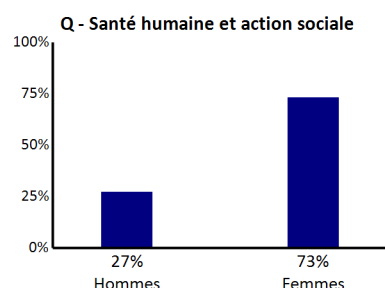
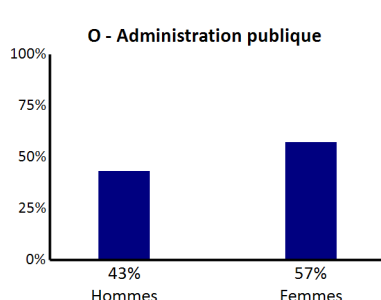
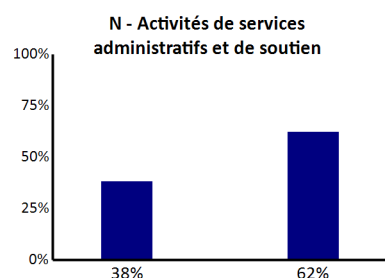
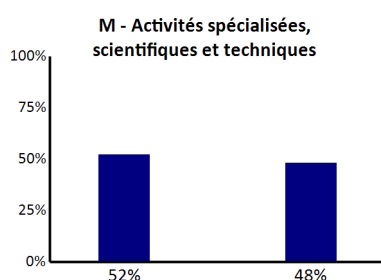
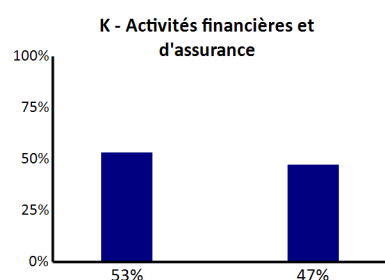
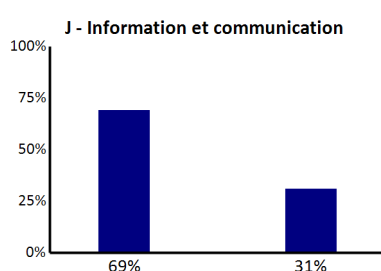
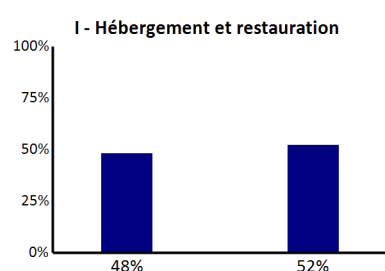
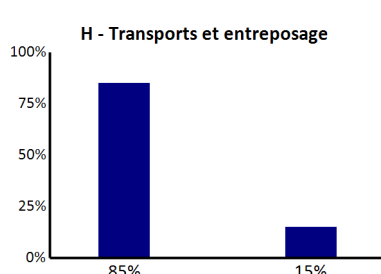
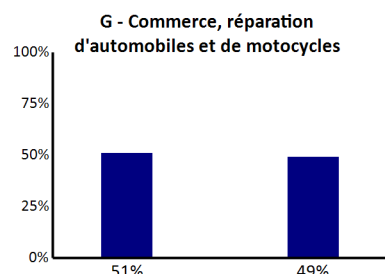
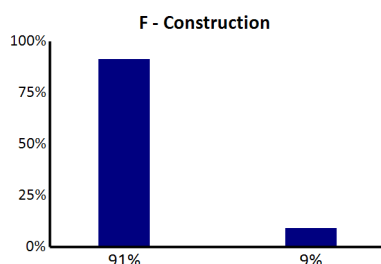
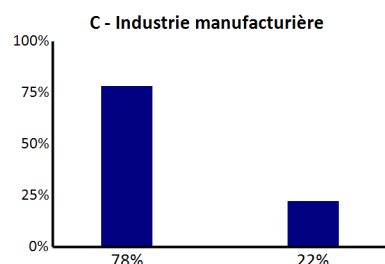
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 14%, 13% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 14% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 5% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 770) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

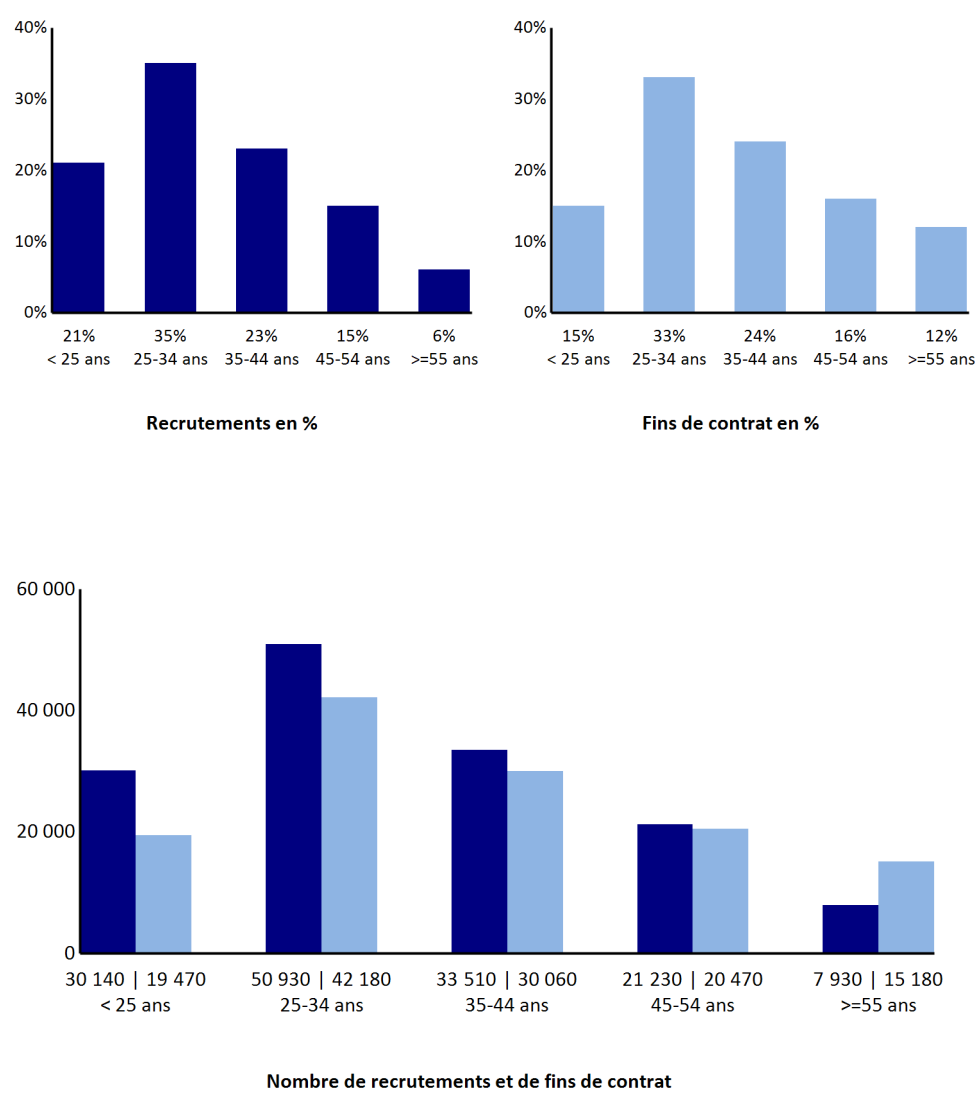
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 62% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 85% dans "Transports et entreposage" et 78% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2021 et janvier 2022, 78% concernent des hommes et 22% des femmes.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 15% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 30 140 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 19 470 fins de contrat.

Parmi les 143 740 recrutements réalisés entre janvier 2021 et janvier 2022, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 35% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 127 360 fins de contrat, 15% concernent les personnes de moins de 25 ans, 33% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-54 ans et 12% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (50 930) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (42 180) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

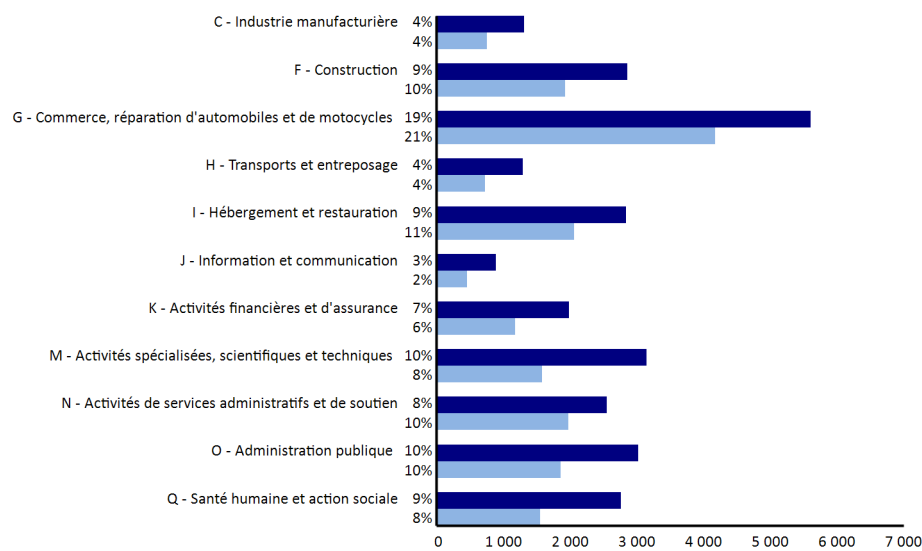
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (28% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 12% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 10 670 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 8 750 et 3 450 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

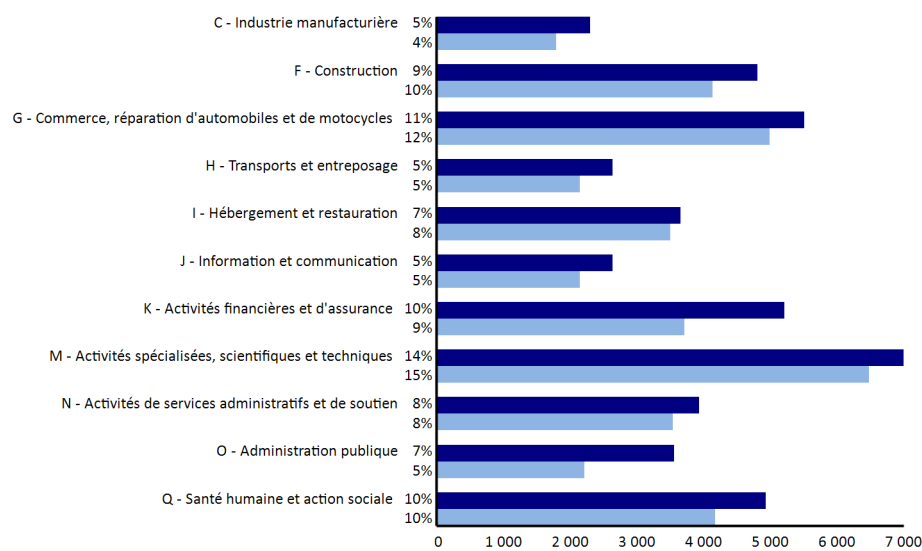


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 19% des recrutements des moins de 25 ans), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%) et "Administration publique" (10%).

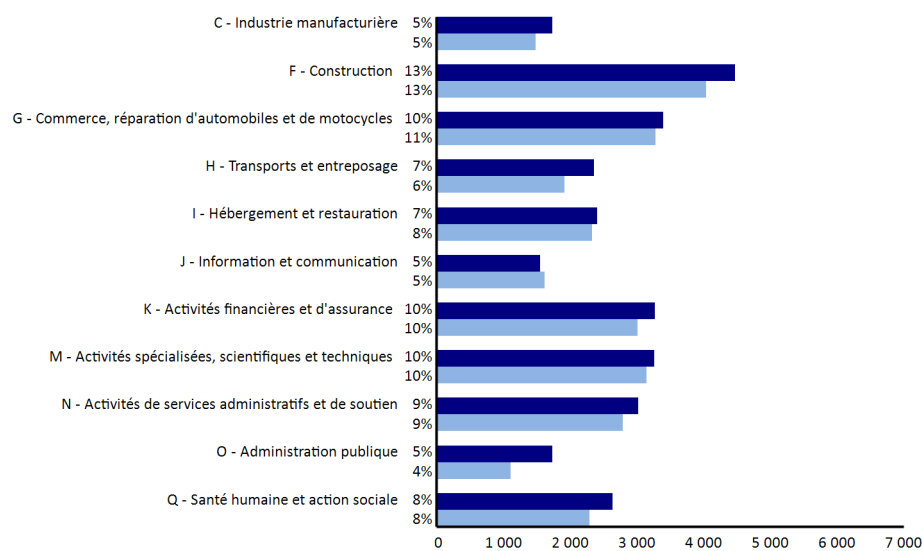
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

25-34 ans

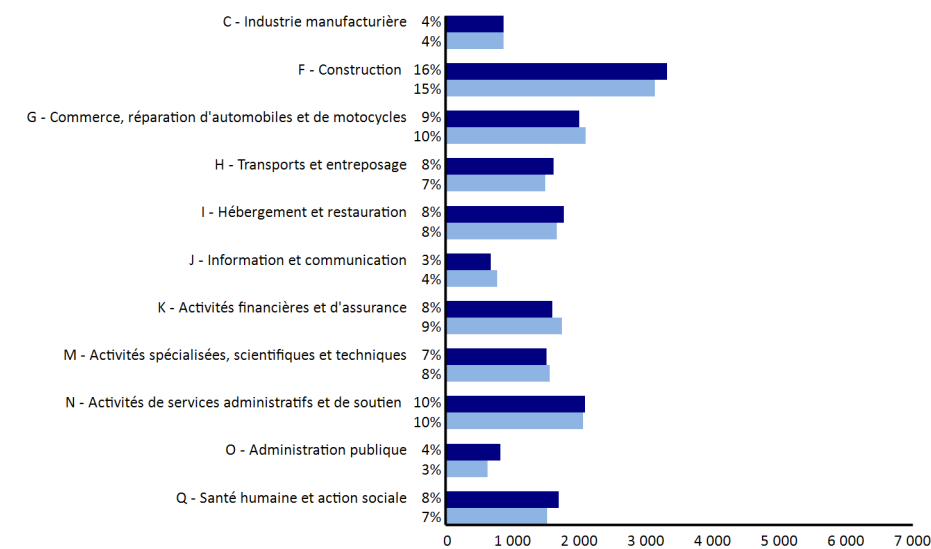


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

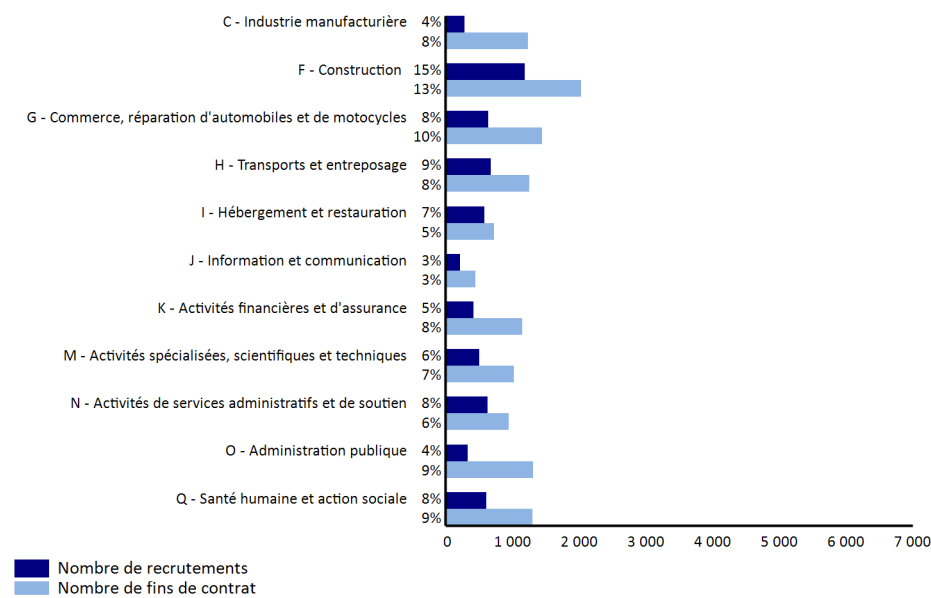
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (16%), "Activités de services administratifs et de soutien" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

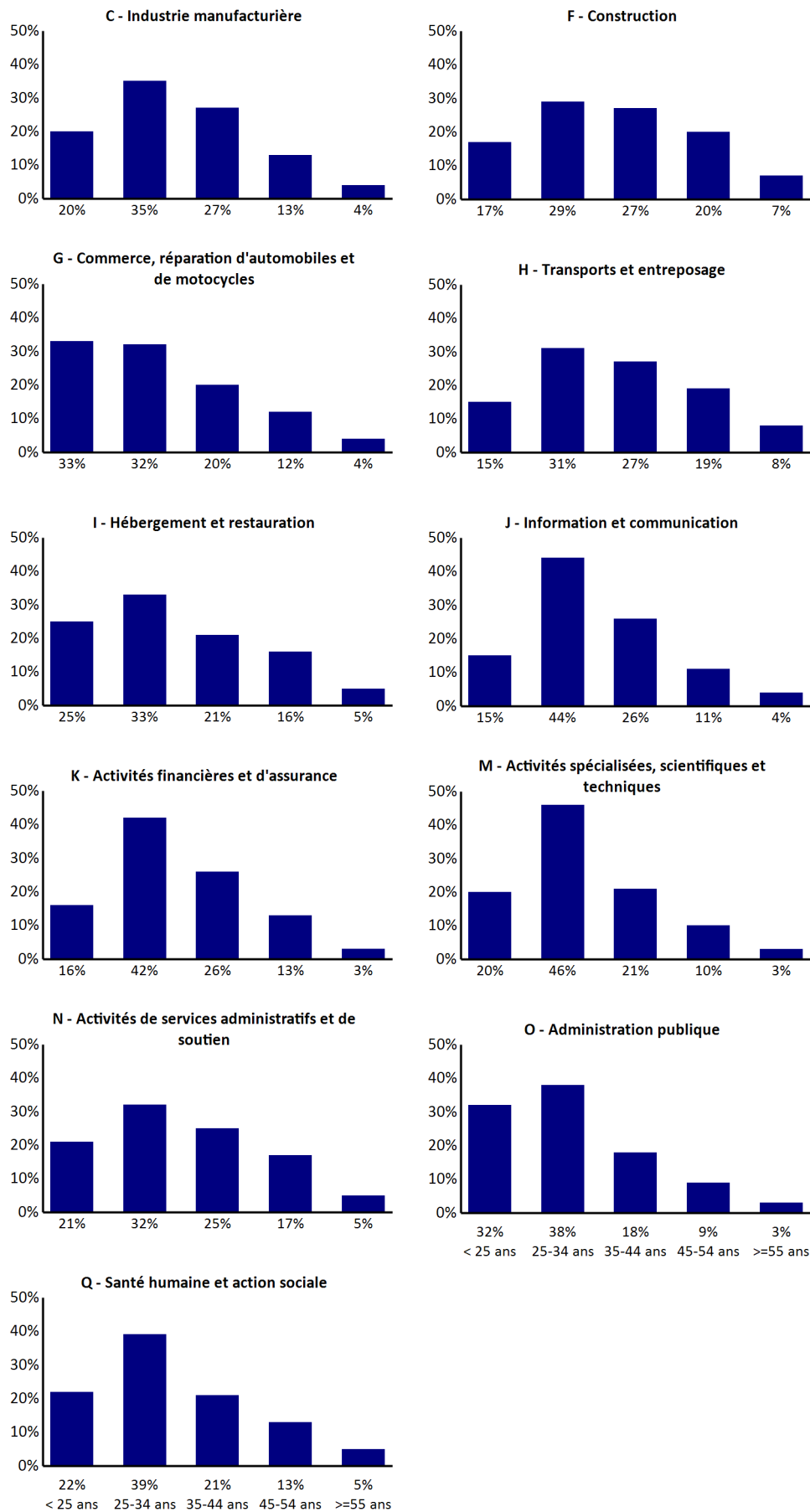
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (15%), "Transports et entreposage" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (8%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 310 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 30 140). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 750 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 19 470).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



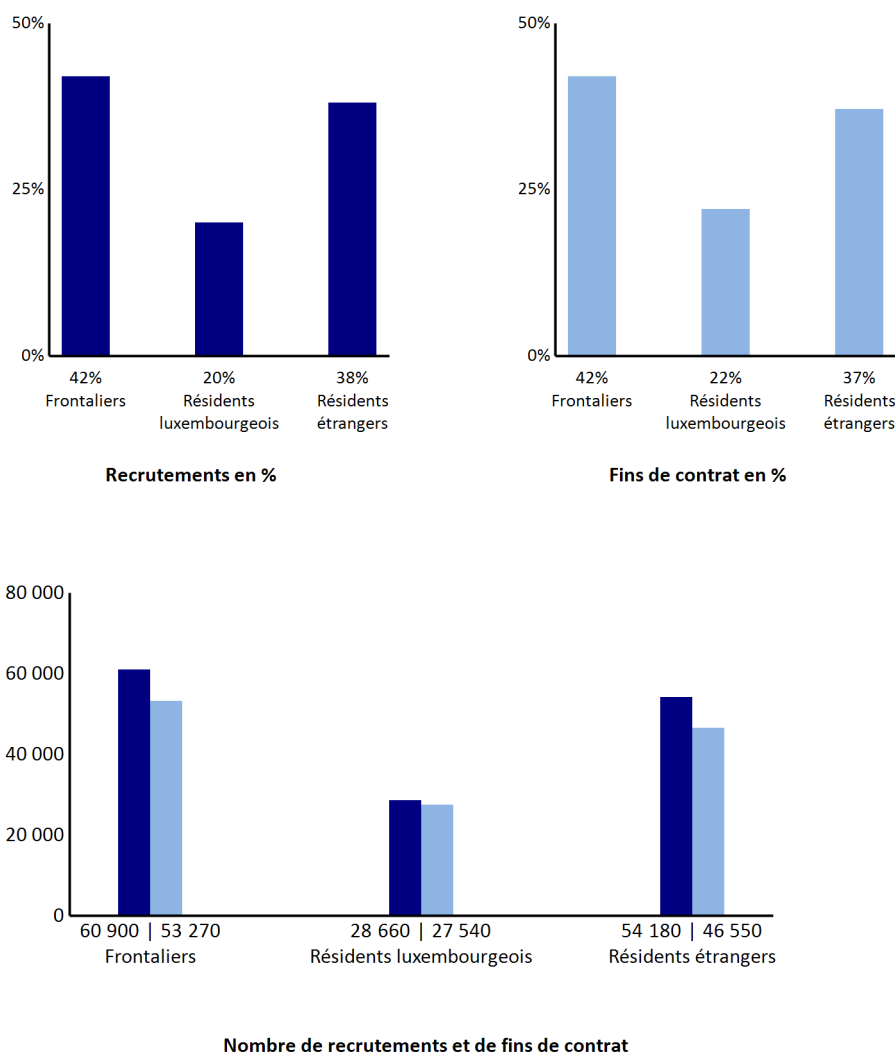
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 20% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 35% des 25-34 ans.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 143 740 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2021 et janvier 2022, 42% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 127 360 fins de contrat observées au cours de la même période, 42% ont concerné des frontaliers, 22% des résidents luxembourgeois et 37% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 7 630 et 7 630, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 500 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 600 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 42% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2021 et janvier 2022, 42% concernent des frontaliers.

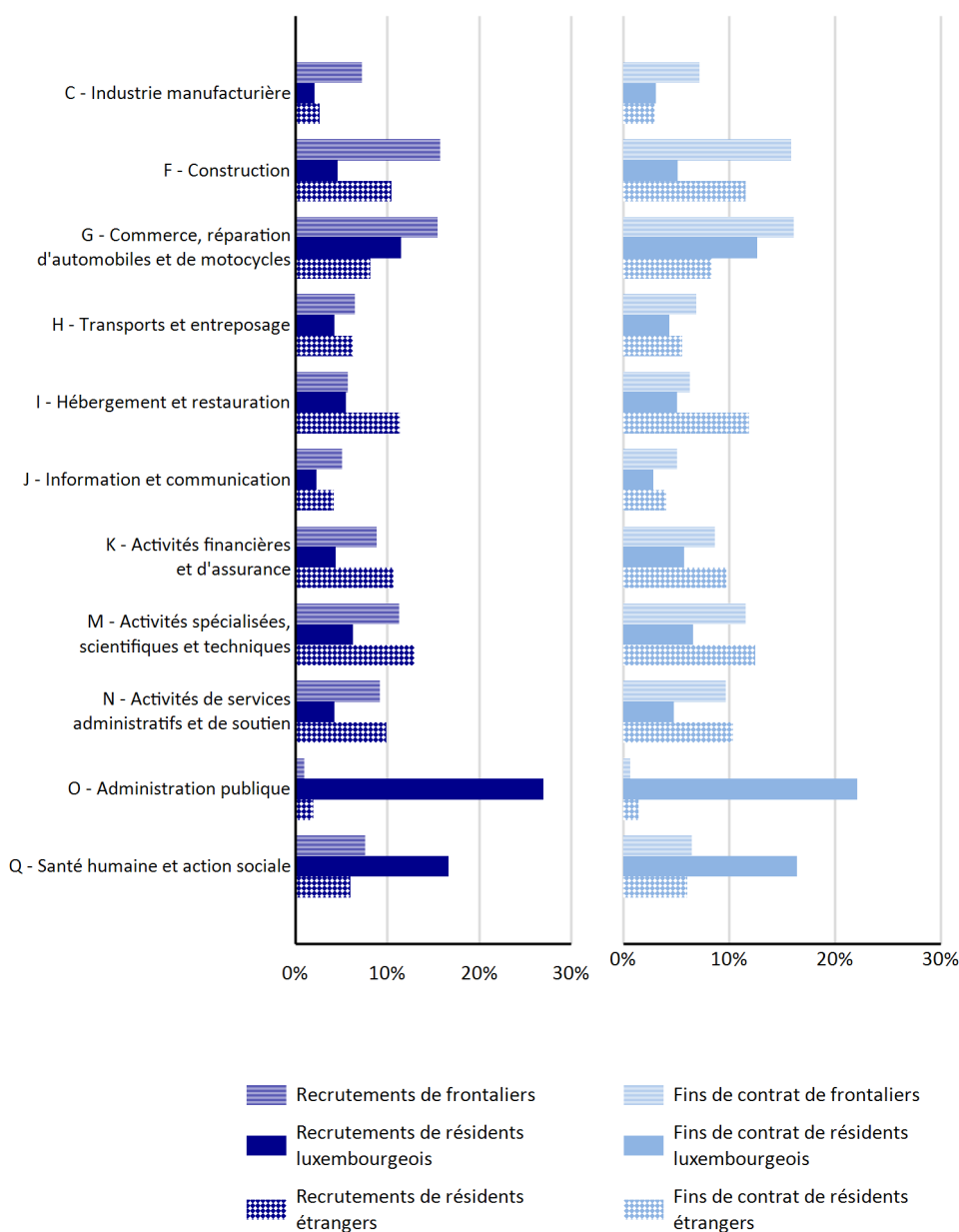
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 60 900 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 53 270 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2021 et janvier 2022, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 3 000 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2021 et en janvier 2022, 2 200 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2021 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2022.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statuaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 27% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

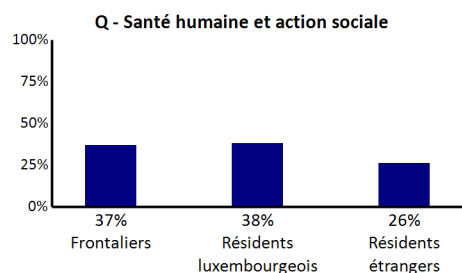
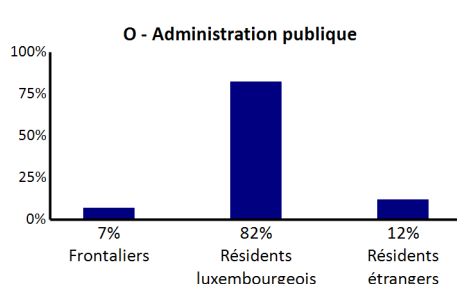
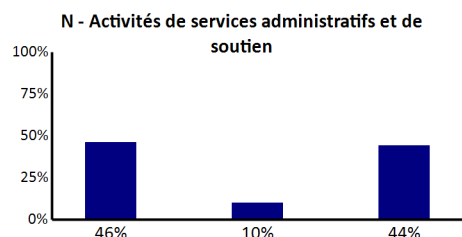
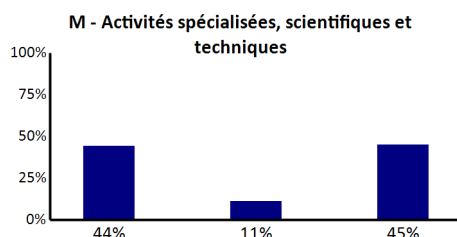
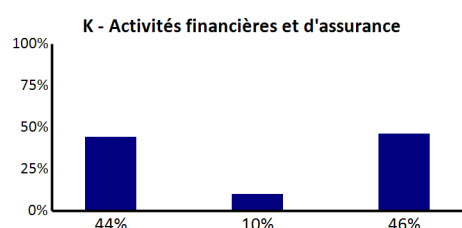
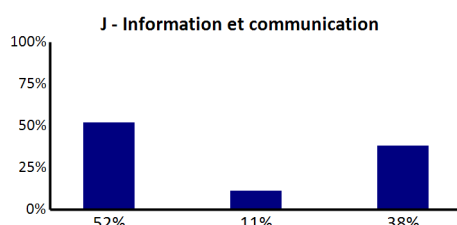
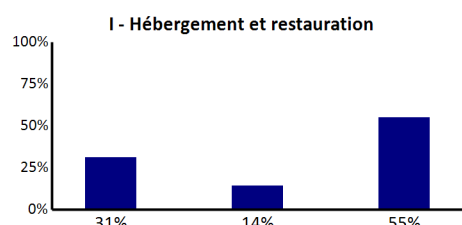
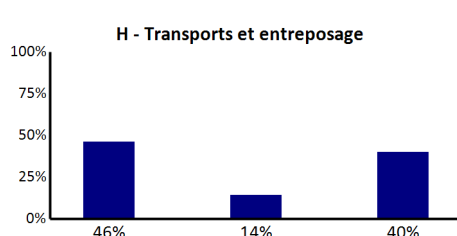
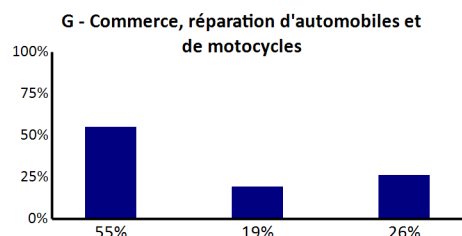
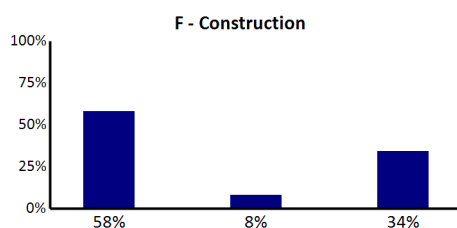
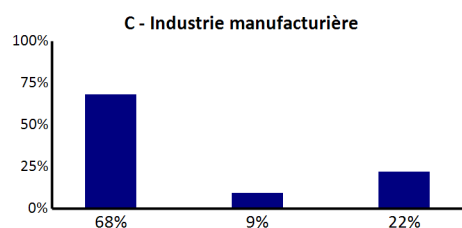
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Construction" (16%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Hébergement et restauration" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

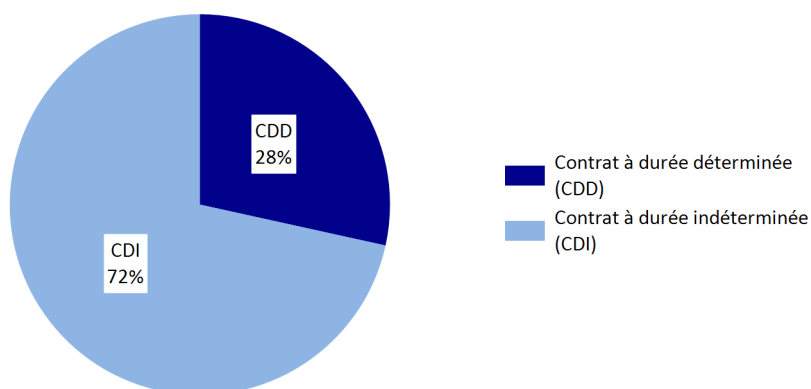
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 45% des recrutements réalisés dans "Activités spécialisées, scientifiques et techniques"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 82% et 38% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2021 et janvier 2022, 68% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 22% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

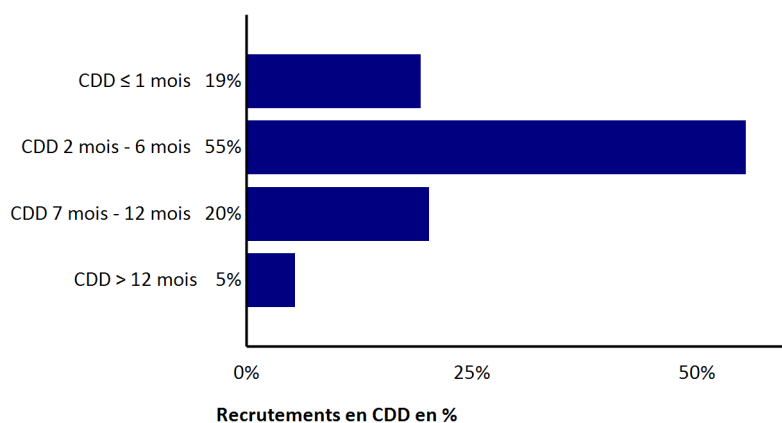


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 143 740 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2021 et janvier 2022, 28% sont des contrats à durée déterminée et 72% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2022, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

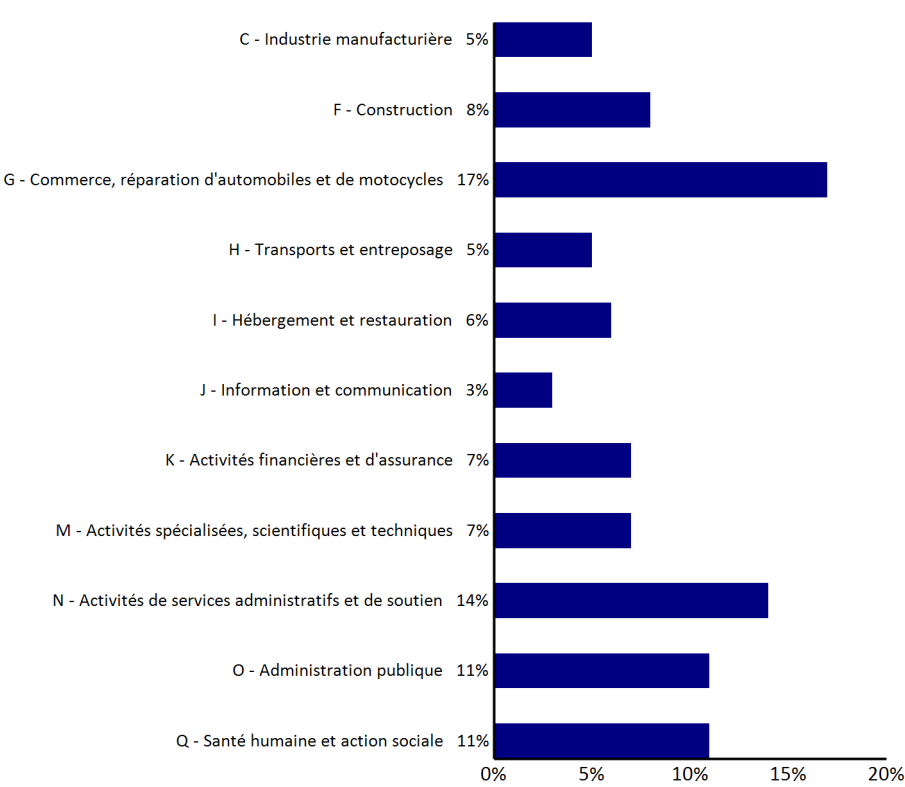


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 28% de CDD selon la durée des contrats : 19% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 55% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 20% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 5% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

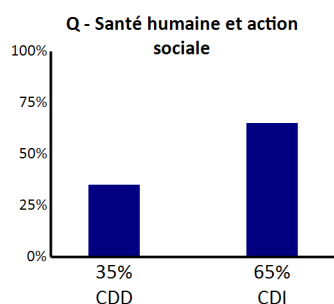
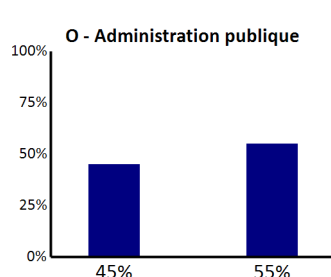
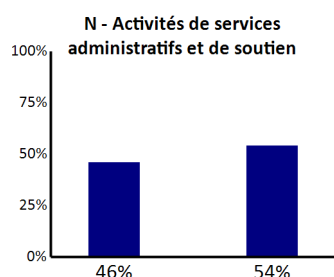
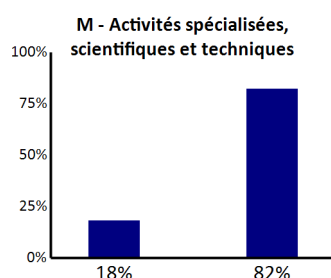
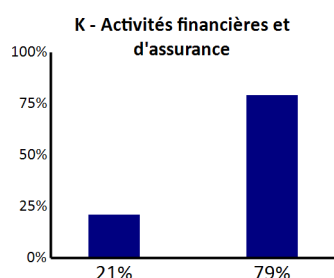
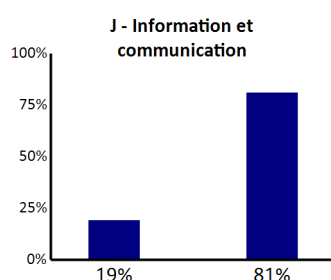
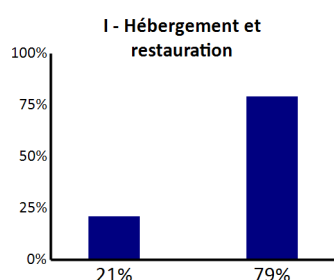
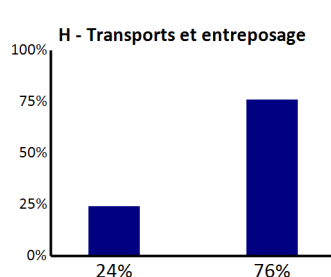
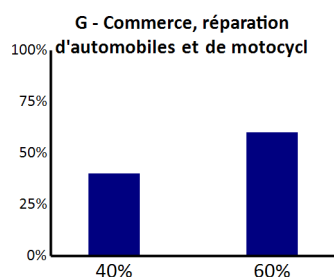
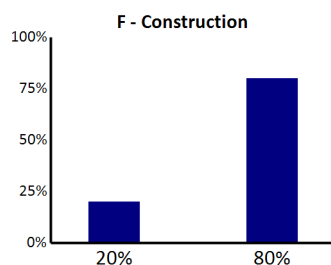
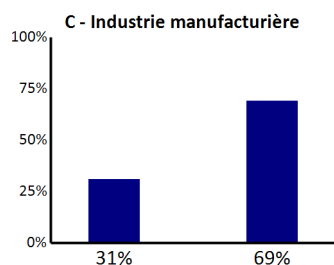
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



42% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 30% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 17% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (14%) et de "Santé humaine et action sociale" (11%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



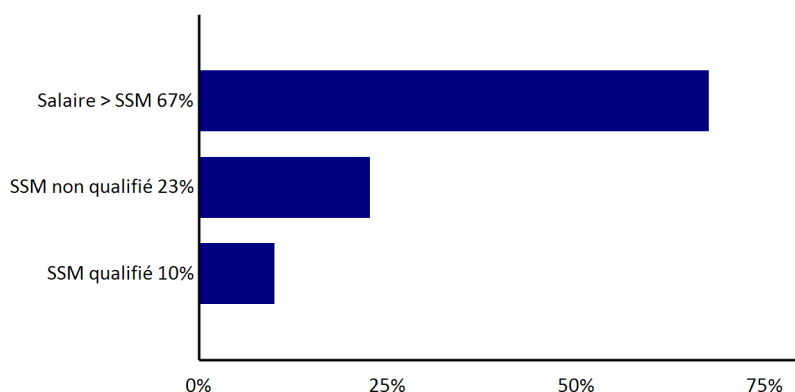
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 28%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (46% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Administration publique" (45%), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (40%) et de "Santé humaine et action sociale" (35%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Hébergement et restauration" (21%), "Construction" (20%), "Information et communication" (19%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2021 et janvier 2022, 69% concernent des CDI et 31% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2021 et janvier 2022, 33% (= 23% + 10%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 33%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2021, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

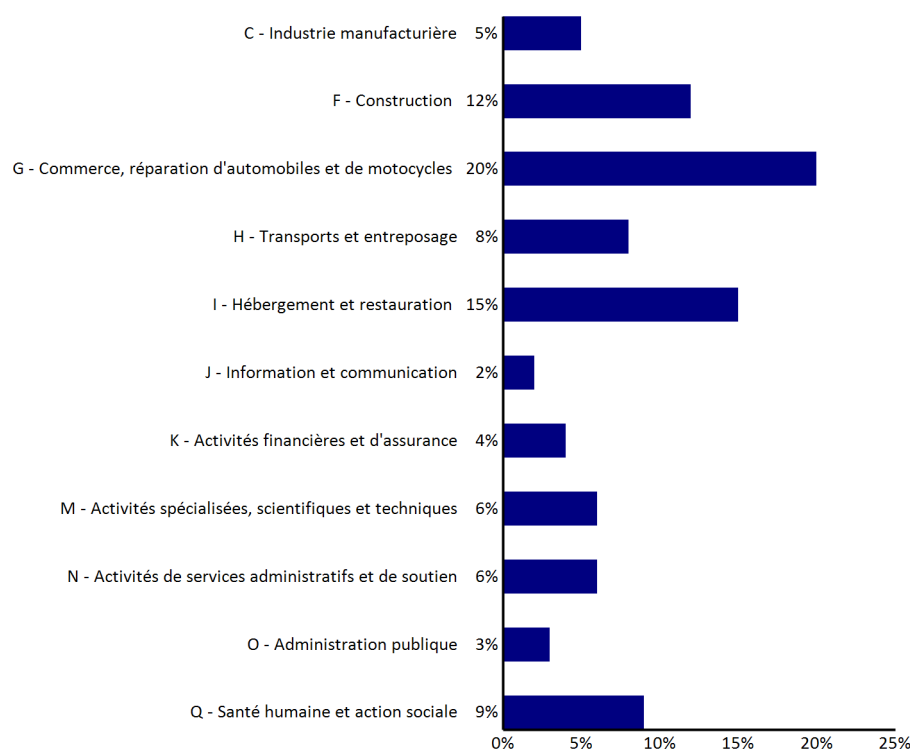
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2022 à 2 257 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2022 à 2 708 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

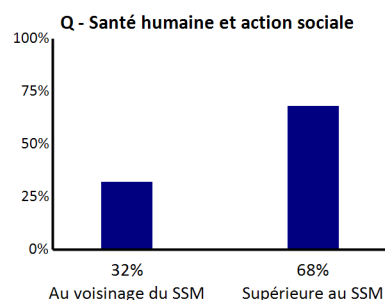
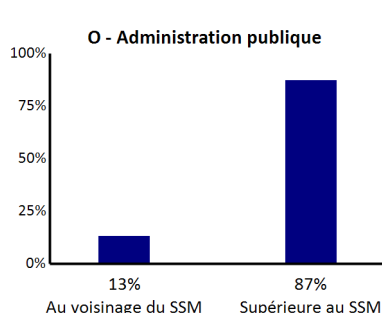
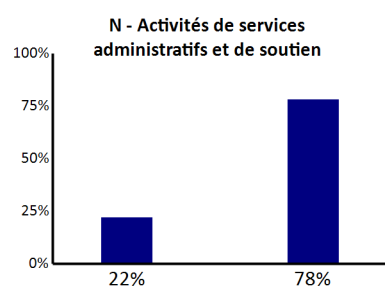
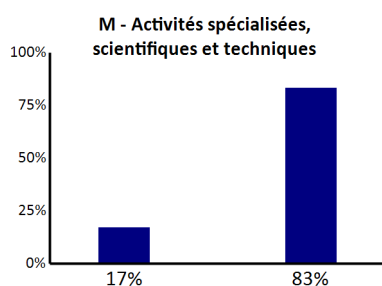
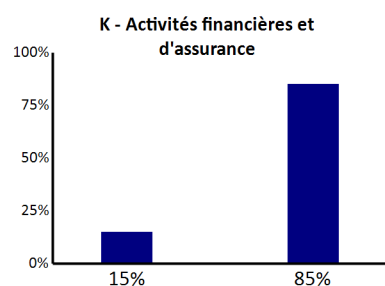
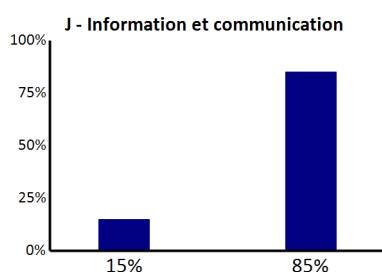
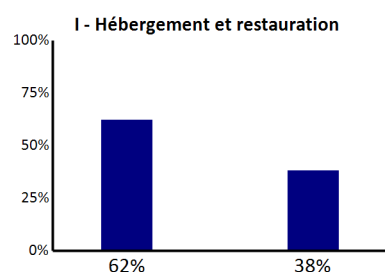
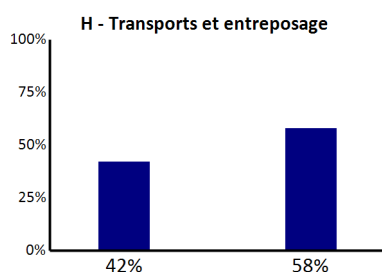
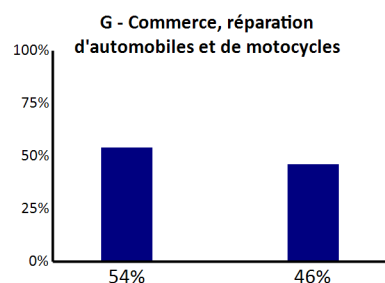
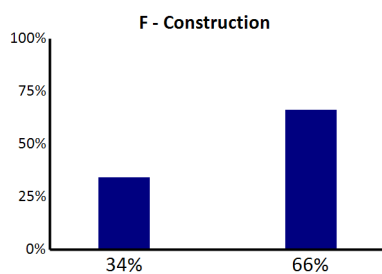
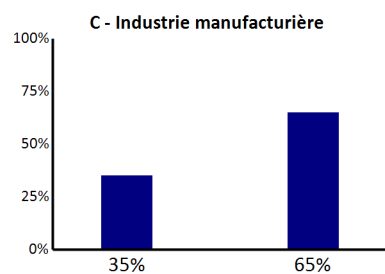


35% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 20% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 20% et 15% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 21% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 33%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (62% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (54%) et de "Transports et entreposage" (42%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (15%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (17%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2021 et janvier 2022, 35% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2021 - janvier 2022)

	janv.-févr. 2021	févr.-mars 2021	mars-avr. 2021	avr.-mai 2021	mai-juin 2021	juin-juil. 2021	juil.-août 2021	août-sept. 2021	sept.-oct. 2021	oct.-nov. 2021	nov.-déc. 2021	déc.-janv. 2022	Total annuel
Salariés non-intérimaires	9 540	11 480	10 850	11 170	10 920	10 880	10 080	18 780	13 920	12 210	8 170	15 740	143 740
Salariés intérimaires	2 140	2 270	2 090	2 080	2 320	1 750	3 160	3 020	2 410	2 160	750	5 160	29 310
Total	11 680	13 750	12 940	13 250	13 240	12 630	13 240	21 800	16 330	14 370	8 920	20 900	173 050

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2021 - janvier 2022)

	janv.-févr. 2021	févr.-mars 2021	mars-avr. 2021	avr.-mai 2021	mai-juin 2021	juin-juil. 2021	juil.-août 2021	août-sept. 2021	sept.-oct. 2021	oct.-nov. 2021	nov.-déc. 2021	déc.-janv. 2022	Total annuel
Salariés non-intérimaires	7 960	9 170	9 330	9 300	9 350	12 980	10 710	12 910	10 930	10 270	10 360	14 090	127 360
Salariés intérimaires	1 570	2 000	2 030	2 070	1 730	3 960	2 230	2 070	2 130	2 300	5 990	1 230	29 310
Total	9 530	11 170	11 360	11 370	11 080	16 940	12 940	14 980	13 060	12 570	16 350	15 320	156 670

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2021 - janvier 2022)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2022	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	730	670	0,5%	0,5%	60	0,4%	1 590	0,3%
B - Industries extractives	40	50	0,0%	0,0%	- 10	-0,1%	270	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 490	6 120	4,5%	4,8%	370	2,3%	31 770	6,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	280	230	0,2%	0,2%	50	0,3%	1 760	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	330	240	0,2%	0,2%	90	0,5%	2 000	0,4%
F - Construction	16 650	15 280	11,6%	12,0%	1 370	8,4%	50 660	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 160	15 990	11,9%	12,6%	1 170	7,1%	52 510	11,3%
H - Transports et entreposage	8 590	7 540	6,0%	5,9%	1 050	6,4%	32 080	6,9%
I - Hébergement et restauration	11 250	10 290	7,8%	8,1%	960	5,9%	20 620	4,4%
J - Information et communication	5 980	5 450	4,2%	4,3%	530	3,2%	21 290	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	12 480	10 780	8,7%	8,5%	1 700	10,4%	51 610	11,1%
L - Activités immobilières	1 380	1 250	1,0%	1,0%	130	0,8%	3 500	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	15 730	13 790	10,9%	10,8%	1 940	11,8%	45 410	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 220	11 310	8,5%	8,9%	910	5,6%	25 870	5,6%
O - Administration publique	9 470	7 130	6,6%	5,6%	2 340	14,3%	52 870	11,4%
P - Enseignement (privé)	1 850	1 560	1,3%	1,2%	290	1,8%	5 720	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	12 640	10 830	8,8%	8,5%	1 810	11,1%	44 970	9,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 060	840	0,7%	0,7%	220	1,3%	2 700	0,6%
S - Autres activités de services	2 310	2 090	1,6%	1,6%	220	1,3%	6 910	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 900	4 060	2,7%	3,2%	- 160	-1,0%	5 880	1,3%
U - Activités extra-territoriales	230	220	0,2%	0,2%	10	0,1%	820	0,2%
Z - Non déterminé	2 970	1 640	2,1%	1,3%	1 330	8,1%	2 600	0,6%
Total	143 740	127 360	100,0%	100,0%	16 380	100,0%	463 410	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	190	540	730	170	500	670	0,3%	0,7%	0,3%	0,7%
B - Industries extractives	10	30	40	0	50	50	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 460	5 030	6 490	1 350	4 770	6 120	2,2%	6,4%	2,3%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	80	200	280	60	170	230	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	290	330	30	210	240	0,1%	0,4%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 490	15 160	16 650	1 260	14 020	15 280	2,3%	19,3%	2,2%	20,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 400	8 760	17 160	7 750	8 240	15 990	12,9%	11,2%	13,5%	11,8%
H - Transports et entreposage	1 310	7 280	8 590	1 170	6 370	7 540	2,0%	9,3%	2,0%	9,1%
I - Hébergement et restauration	5 810	5 440	11 250	5 310	4 980	10 290	8,9%	6,9%	9,2%	7,1%
J - Information et communication	1 840	4 140	5 980	1 600	3 850	5 450	2,8%	5,3%	2,8%	5,5%
K - Activités financières et d'assurance	5 820	6 660	12 480	5 010	5 770	10 780	8,9%	8,5%	8,7%	8,3%
L - Activités immobilières	670	710	1 380	630	620	1 250	1,0%	0,9%	1,1%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7 520	8 210	15 730	6 480	7 310	13 790	11,5%	10,5%	11,3%	10,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7 570	4 650	12 220	7 110	4 200	11 310	11,6%	5,9%	12,4%	6,0%
O - Administration publique	5 440	4 030	9 470	4 090	3 040	7 130	8,3%	5,1%	7,1%	4,3%
P - Enseignement (privé)	1 060	790	1 850	890	670	1 560	1,6%	1,0%	1,5%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	9 250	3 390	12 640	7 930	2 900	10 830	14,2%	4,3%	13,8%	4,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	430	630	1 060	360	480	840	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	1 640	670	2 310	1 490	600	2 090	2,5%	0,9%	2,6%	0,9%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 770	130	3 900	3 930	130	4 060	5,8%	0,2%	6,8%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	160	70	230	160	60	220	0,2%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 300	1 670	2 970	690	950	1 640	2,0%	2,1%	1,2%	1,4%
Total	65 260	78 480	143 740	57 470	69 890	127 360	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,0%	74,0%	100,0%
B - Industries extractives	25,0%	75,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,5%	77,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	28,6%	71,4%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	12,1%	87,9%	100,0%
F - Construction	8,9%	91,1%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	49,0%	51,0%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,3%	84,7%	100,0%
I - Hébergement et restauration	51,6%	48,4%	100,0%
J - Information et communication	30,8%	69,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,6%	53,4%	100,0%
L - Activités immobilières	48,6%	51,4%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,8%	52,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	61,9%	38,1%	100,0%
O - Administration publique	57,4%	42,6%	100,0%
P - Enseignement	57,3%	42,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,2%	26,8%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	40,6%	59,4%	100,0%
S - Autres activités de services	71,0%	29,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,7%	3,3%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	69,6%	30,4%	100,0%
Z - Non déterminé	43,8%	56,2%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2022			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2022	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	380	1 210	1 590	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	30	240	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 740	26 030	31 770	3,0%	9,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	280	1 480	1 760	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	280	1 720	2 000	0,1%	0,6%
F - Construction	4 590	46 070	50 660	2,4%	16,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 930	29 580	52 510	12,0%	10,8%
H - Transports et entreposage	4 370	27 710	32 080	2,3%	10,2%
I - Hébergement et restauration	10 440	10 180	20 620	5,5%	3,7%
J - Information et communication	5 460	15 830	21 290	2,9%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	23 160	28 450	51 610	12,1%	10,4%
L - Activités immobilières	1 720	1 780	3 500	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19 880	25 530	45 410	10,4%	9,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	14 540	11 330	25 870	7,6%	4,2%
O - Administration publique	26 540	26 330	52 870	13,9%	9,7%
P - Enseignement (privé)	3 140	2 580	5 720	1,6%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	33 870	11 100	44 970	17,8%	4,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 090	1 610	2 700	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	4 840	2 070	6 910	2,5%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 620	260	5 880	2,9%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	530	290	820	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 200	1 400	2 600	0,6%	0,5%
Total	190 630	272 780	463 410	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	220	150	120	60	730	140	200	140	130	70	680
B - Industries extractives	10	20	10	0	0	40	0	20	10	0	20	50
C - Industrie manufacturière	1 310	2 300	1 730	870	280	6 490	750	1 790	1 480	870	1 230	6 120
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	110	60	40	10	280	30	80	50	30	40	230
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	120	80	60	20	330	20	70	50	40	60	240
F - Construction	2 860	4 810	4 470	3 320	1 190	16 650	1 930	4 140	4 040	3 140	2 030	15 280
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 610	5 510	3 400	2 000	640	17 160	4 170	4 990	3 280	2 100	1 450	15 990
H - Transports et entreposage	1 290	2 640	2 360	1 620	680	8 590	730	2 150	1 920	1 490	1 250	7 540
I - Hébergement et restauration	2 840	3 660	2 410	1 770	580	11 260	2 060	3 500	2 330	1 670	730	10 290
J - Information et communication	890	2 640	1 550	680	220	5 980	460	2 150	1 620	770	450	5 450
K - Activités financières et d'assurance	1 980	5 210	3 270	1 600	420	12 480	1 180	3 710	3 010	1 740	1 150	10 790
L - Activités immobilières	150	450	350	300	130	1 380	110	340	310	310	180	1 250
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 150	7 310	3 260	1 510	500	15 730	1 580	6 480	3 150	1 560	1 020	13 790
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 550	3 930	3 020	2 090	630	12 220	1 970	3 540	2 790	2 060	950	11 310
O - Administration publique	3 020	3 560	1 730	820	330	9 460	1 860	2 210	1 110	630	1 310	7 120
P - Enseignement (privé)	440	800	380	170	60	1 850	300	650	320	160	120	1 550
Q - Santé humaine et action sociale	2 760	4 930	2 640	1 700	610	12 640	1 550	4 170	2 290	1 520	1 300	10 830
R - Arts, spectacles et activités récréatives	230	450	180	130	70	1 060	150	330	140	120	100	840
S - Autres activités de services	490	840	530	310	140	2 310	330	770	490	280	220	2 090
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	80	460	930	1 350	1 080	3 900	80	420	960	1 360	1 240	4 060
U - Activités extra-territoriales	10	50	80	70	20	230	0	40	70	60	50	220
Z - Non déterminé	180	910	920	700	260	2 970	70	430	500	430	210	1 640
Total	30 140	50 930	33 510	21 230	7 930	143 740	19 470	42 180	30 060	20 470	15 180	127 360

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,4%	0,6%	0,8%	0,7%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,3%	4,5%	5,2%	4,1%	3,5%	3,9%	4,2%	4,9%	4,3%	8,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	9,5%	9,4%	13,3%	15,6%	15,0%	9,9%	9,8%	13,4%	15,3%	13,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	18,6%	10,8%	10,1%	9,4%	8,1%	21,4%	11,8%	10,9%	10,3%	9,6%
H - Transports et entreposage	4,3%	5,2%	7,0%	7,6%	8,6%	3,7%	5,1%	6,4%	7,3%	8,2%
I - Hébergement et restauration	9,4%	7,2%	7,2%	8,3%	7,3%	10,6%	8,3%	7,8%	8,2%	4,8%
J - Information et communication	3,0%	5,2%	4,6%	3,2%	2,8%	2,4%	5,1%	5,4%	3,8%	3,0%
K - Activités financières et d'assurance	6,6%	10,2%	9,8%	7,5%	5,3%	6,1%	8,8%	10,0%	8,5%	7,6%
L - Activités immobilières	0,5%	0,9%	1,0%	1,4%	1,6%	0,6%	0,8%	1,0%	1,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,5%	14,4%	9,7%	7,1%	6,3%	8,1%	15,4%	10,5%	7,6%	6,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,5%	7,7%	9,0%	9,8%	7,9%	10,1%	8,4%	9,3%	10,1%	6,3%
O - Administration publique	10,0%	7,0%	5,2%	3,9%	4,2%	9,6%	5,2%	3,7%	3,1%	8,6%
P - Enseignement (privé)	1,5%	1,6%	1,1%	0,8%	0,8%	1,5%	1,5%	1,1%	0,8%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	9,2%	9,7%	7,9%	8,0%	7,7%	8,0%	9,9%	7,6%	7,4%	8,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,8%	0,9%	0,5%	0,6%	0,9%	0,8%	0,8%	0,5%	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	1,6%	1,6%	1,6%	1,5%	1,8%	1,7%	1,8%	1,6%	1,4%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,3%	0,9%	2,8%	6,4%	13,6%	0,4%	1,0%	3,2%	6,6%	8,2%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
Z - Non déterminé	0,6%	1,8%	2,7%	3,3%	3,3%	0,4%	1,0%	1,7%	2,1%	1,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	24,7%	30,1%	20,5%	16,4%	8,2%	100,0%
B - Industries extractives	25,0%	50,0%	25,0%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	20,2%	35,4%	26,7%	13,4%	4,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	21,4%	39,3%	21,4%	14,3%	3,6%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	15,2%	36,4%	24,2%	18,2%	6,1%	100,0%
F - Construction	17,2%	28,9%	26,8%	19,9%	7,1%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32,7%	32,1%	19,8%	11,7%	3,7%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,0%	30,7%	27,5%	18,9%	7,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	25,2%	32,5%	21,4%	15,7%	5,2%	100,0%
J - Information et communication	14,9%	44,1%	25,9%	11,4%	3,7%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,9%	41,7%	26,2%	12,8%	3,4%	100,0%
L - Activités immobilières	10,9%	32,6%	25,4%	21,7%	9,4%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,0%	46,5%	20,7%	9,6%	3,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,9%	32,2%	24,7%	17,1%	5,2%	100,0%
O - Administration publique	31,9%	37,6%	18,3%	8,7%	3,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	23,8%	43,2%	20,5%	9,2%	3,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	21,8%	39,0%	20,9%	13,4%	4,8%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	21,7%	42,5%	17,0%	12,3%	6,6%	100,0%
S - Autres activités de services	21,2%	36,4%	22,9%	13,4%	6,1%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	2,1%	11,8%	23,8%	34,6%	27,7%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,3%	21,7%	34,8%	30,4%	8,7%	100,0%
Z - Non déterminé	6,1%	30,6%	31,0%	23,6%	8,8%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2022						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2022				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	210	460	370	340	220	1 600	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	60	110	50	270	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 580	7 060	9 240	9 630	4 260	31 770	5,4%	5,7%	7,0%	7,9%	7,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	500	520	460	180	1 760	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	450	580	610	300	2 000	0,2%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	3 470	10 910	14 000	14 670	7 610	50 660	11,9%	8,8%	10,6%	12,1%	13,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 370	13 770	13 950	13 240	6 190	52 520	18,4%	11,1%	10,6%	10,9%	11,0%
H - Transports et entreposage	1 590	7 360	9 130	9 380	4 620	32 080	5,4%	5,9%	6,9%	7,7%	8,2%
I - Hébergement et restauration	2 240	5 480	5 680	5 010	2 200	20 610	7,7%	4,4%	4,3%	4,1%	3,9%
J - Information et communication	910	6 700	6 610	5 070	2 000	21 290	3,1%	5,4%	5,0%	4,2%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 450	12 980	16 290	15 110	5 780	51 610	5,0%	10,4%	12,3%	12,4%	10,3%
L - Activités immobilières	160	830	980	900	630	3 500	0,5%	0,7%	0,7%	0,7%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 850	18 010	12 600	8 350	3 600	45 410	9,8%	14,5%	9,5%	6,9%	6,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 620	6 470	7 490	7 210	3 080	25 870	5,5%	5,2%	5,7%	5,9%	5,5%
O - Administration publique	2 960	14 310	16 170	13 480	5 950	52 870	10,1%	11,5%	12,2%	11,1%	10,6%
P - Enseignement (privé)	330	1 810	1 620	1 320	640	5 720	1,1%	1,5%	1,2%	1,1%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 390	13 550	11 840	11 030	5 160	44 970	11,6%	10,9%	9,0%	9,1%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	200	820	730	590	360	2 700	0,7%	0,7%	0,6%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	570	1 940	1 880	1 630	880	6 900	2,0%	1,6%	1,4%	1,3%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	60	460	1 330	2 270	1 770	5 890	0,2%	0,4%	1,0%	1,9%	3,2%
U - Activités extra-territoriales	10	120	210	300	180	820	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	50	550	760	790	450	2 600	0,2%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%
Total	29 190	124 580	132 040	121 500	56 110	463 420	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	210	180	340	730	160	170	340	670
B - Industries extractives	20	10	10	40	30	0	20	50
C - Industrie manufacturière	4 440	590	1 460	6 490	3 860	850	1 410	6 120
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	110	110	60	280	80	110	40	230
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	180	90	60	330	120	80	40	240
F - Construction	9 620	1 320	5 710	16 650	8 450	1 420	5 410	15 280
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 450	3 290	4 420	17 160	8 590	3 510	3 890	15 990
H - Transports et entreposage	3 930	1 220	3 440	8 590	3 700	1 220	2 620	7 540
I - Hébergement et restauration	3 470	1 590	6 190	11 250	3 330	1 410	5 550	10 290
J - Information et communication	3 080	650	2 250	5 980	2 720	810	1 920	5 450
K - Activités financières et d'assurance	5 430	1 270	5 780	12 480	4 630	1 610	4 540	10 780
L - Activités immobilières	520	370	490	1 380	430	330	490	1 250
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 860	1 800	7 070	15 730	6 160	1 830	5 800	13 790
N - Activités de services administratifs et de soutien	5 620	1 240	5 360	12 220	5 160	1 310	4 840	11 310
O - Administration publique	630	7 730	1 110	9 470	350	6 080	700	7 130
P - Enseignement (privé)	450	520	880	1 850	370	500	690	1 560
Q - Santé humaine et action sociale	4 620	4 780	3 240	12 640	3 470	4 530	2 830	10 830
R - Arts, spectacles et activités récréatives	360	330	370	1 060	270	280	290	840
S - Autres activités de services	780	660	870	2 310	680	690	720	2 090
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	420	270	3 210	3 900	430	310	3 320	4 060
U - Activités extra-territoriales	60	20	150	230	50	40	130	220
Z - Non déterminé	640	620	1 710	2 970	230	450	960	1 640
Total	60 900	28 660	54 180	143 740	53 270	27 540	46 550	127 360

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,6%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,3%	2,1%	2,7%	7,2%	3,1%	2,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,1%	0,2%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%
F - Construction	15,8%	4,6%	10,5%	15,9%	5,2%	10,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,5%	11,5%	8,2%	16,1%	12,7%	8,2%
H - Transports et entreposage	6,5%	4,3%	6,3%	6,9%	4,4%	6,3%
I - Hébergement et restauration	5,7%	5,5%	11,4%	6,3%	5,1%	11,4%
J - Information et communication	5,1%	2,3%	4,2%	5,1%	2,9%	4,2%
K - Activités financières et d'assurance	8,9%	4,4%	10,7%	8,7%	5,8%	10,7%
L - Activités immobilières	0,9%	1,3%	0,9%	0,8%	1,2%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,3%	6,3%	13,0%	11,6%	6,6%	13,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,2%	4,3%	9,9%	9,7%	4,8%	9,9%
O - Administration publique	1,0%	27,0%	2,0%	0,7%	22,1%	2,0%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,8%	1,6%	0,7%	1,8%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	7,6%	16,7%	6,0%	6,5%	16,4%	6,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	1,2%	0,7%	0,5%	1,0%	0,7%
S - Autres activités de services	1,3%	2,3%	1,6%	1,3%	2,5%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	0,9%	5,9%	0,8%	1,1%	5,9%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	1,1%	2,2%	3,2%	0,4%	1,6%	3,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	28,8%	24,7%	46,6%	100,0%
B - Industries extractives	50,0%	25,0%	25,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	68,4%	9,1%	22,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	39,3%	39,3%	21,4%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	54,5%	27,3%	18,2%	100,0%
F - Construction	57,8%	7,9%	34,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,1%	19,2%	25,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	45,8%	14,2%	40,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	30,8%	14,1%	55,0%	100,0%
J - Information et communication	51,5%	10,9%	37,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	43,5%	10,2%	46,3%	100,0%
L - Activités immobilières	37,7%	26,8%	35,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	43,6%	11,4%	44,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	46,0%	10,1%	43,9%	100,0%
O - Administration publique	6,7%	81,6%	11,7%	100,0%
P - Enseignement	24,3%	28,1%	47,6%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	36,6%	37,8%	25,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	34,0%	31,1%	34,9%	100,0%
S - Autres activités de services	33,8%	28,6%	37,7%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10,8%	6,9%	82,3%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	26,1%	8,7%	65,2%	100,0%
Z - Non déterminé	21,5%	20,9%	57,6%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2022				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2022		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	540	450	600	1 590	0,3%	0,4%	0,5%
B - Industries extractives	150	40	80	270	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	22 170	3 740	5 860	31 770	10,6%	3,0%	4,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	510	1 040	210	1 760	0,2%	0,8%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 000	740	260	2 000	0,5%	0,6%	0,2%
F - Construction	29 280	4 600	16 780	50 660	14,0%	3,7%	12,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31 680	9 520	11 310	52 510	15,2%	7,7%	8,7%
H - Transports et entreposage	14 760	7 640	9 680	32 080	7,1%	6,1%	7,4%
I - Hébergement et restauration	7 730	2 470	10 420	20 620	3,7%	2,0%	8,0%
J - Information et communication	11 400	3 980	5 910	21 290	5,5%	3,2%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	24 360	9 300	17 950	51 610	11,7%	7,5%	13,7%
L - Activités immobilières	1 210	1 150	1 140	3 500	0,6%	0,9%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22 060	6 630	16 720	45 410	10,6%	5,3%	12,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 350	2 550	9 970	25 870	6,4%	2,1%	7,6%
O - Administration publique	3 700	45 470	3 700	52 870	1,8%	36,6%	2,8%
P - Enseignement (privé)	1 760	1 650	2 310	5 720	0,8%	1,3%	1,8%
Q - Santé humaine et action sociale	18 030	18 450	8 490	44 970	8,6%	14,8%	6,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 010	960	730	2 700	0,5%	0,8%	0,6%
S - Autres activités de services	2 410	2 470	2 030	6 910	1,2%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	820	680	4 380	5 880	0,4%	0,5%	3,4%
U - Activités extra-territoriales	270	130	420	820	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	270	700	1 630	2 600	0,1%	0,6%	1,2%
Total	208 470	124 360	130 580	463 410	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 1

	Recrutements					Fins de contrat					% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total	CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	50	110	80	0	240	490	730	180	490	670	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	10	0	0	10	30	40	10	40	50	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	240	1 200	550	50	2 040	4 450	6 490	1 020	5 100	6 120	5,0%	4,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	20	0	30	250	280	20	210	230	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	10	20	20	0	50	280	330	20	220	240	0,1%	0,3%
F - Construction	780	2 010	510	60	3 360	13 290	16 650	2 550	12 730	15 280	8,2%	12,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 210	4 460	1 080	110	6 860	10 300	17 160	4 870	11 120	15 990	16,8%	10,0%
H - Transports et entreposage	280	1 080	620	80	2 060	6 530	8 590	1 230	6 310	7 540	5,0%	6,3%
I - Hébergement et restauration	550	1 410	390	30	2 380	8 870	11 250	1 830	8 460	10 290	5,8%	8,6%
J - Information et communication	270	580	210	70	1 130	4 850	5 980	850	4 600	5 450	2,8%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	80	1 780	630	180	2 670	9 810	12 480	1 900	8 880	10 780	6,5%	9,5%
L - Activités immobilières	60	100	50	10	220	1 160	1 380	160	1 090	1 250	0,5%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	320	1 880	430	210	2 840	12 890	15 730	2 130	11 660	13 790	6,9%	12,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 090	2 860	560	60	5 570	6 650	12 220	4 070	7 240	11 310	13,6%	6,5%
O - Administration publique	1 030	1 580	1 260	430	4 300	5 170	9 470	2 990	4 140	7 130	10,5%	5,0%
P - Enseignement (privé)	60	450	230	450	1 190	660	1 850	970	590	1 560	2,9%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	560	2 490	1 170	260	4 480	8 160	12 640	3 520	7 310	10 830	11,0%	7,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	70	180	170	70	490	570	1 060	370	470	840	1,2%	0,6%
S - Autres activités de services	80	240	170	60	550	1 760	2 310	390	1 700	2 090	1,3%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	20	0	0	40	3 860	3 900	40	4 020	4 060	0,1%	3,8%
U - Activités extra-territoriales	40	40	70	20	170	60	230	140	80	220	0,4%	0,1%
Z - Non déterminé	60	100	30	20	210	2 760	2 970	130	1 510	1 640	0,5%	2,7%
Total	7 860	22 610	8 250	2 170	40 890	102 850	143 740	29 390	97 970	127 360	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	CDD	CDI	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	32,9%	67,1%	100,0%
B - Industries extractives	25,0%	75,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	31,4%	68,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,7%	89,3%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	15,2%	84,8%	100,0%
F - Construction	20,2%	79,8%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	40,0%	60,0%	100,0%
H - Transports et entreposage	24,0%	76,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	21,2%	78,8%	100,0%
J - Information et communication	18,9%	81,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	21,4%	78,6%	100,0%
L - Activités immobilières	15,9%	84,1%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,1%	81,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	45,6%	54,4%	100,0%
O - Administration publique	45,4%	54,6%	100,0%
P - Enseignement (privé)	64,3%	35,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	35,4%	64,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	46,2%	53,8%	100,0%
S - Autres activités de services	23,8%	76,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,0%	99,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	73,9%	26,1%	100,0%
Z - Non déterminé	7,1%	92,9%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2021 - janvier 2022) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2022			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2022	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	90	1 500	1 590	0,4%	0,3%
B - Industries extractives	0	270	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 470	30 300	31 770	6,0%	6,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 740	1 760	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	1 960	2 000	0,2%	0,4%
F - Construction	1 320	49 340	50 660	5,4%	11,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 760	48 750	52 510	15,3%	11,1%
H - Transports et entreposage	1 060	31 020	32 080	4,3%	7,1%
I - Hébergement et restauration	770	19 850	20 620	3,1%	4,5%
J - Information et communication	510	20 780	21 290	2,1%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	1 840	49 770	51 610	7,5%	11,3%
L - Activités immobilières	110	3 390	3 500	0,4%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 730	43 680	45 410	7,0%	10,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 160	23 710	25 870	8,8%	5,4%
O - Administration publique	3 350	49 520	52 870	13,6%	11,3%
P - Enseignement (privé)	1 700	4 020	5 720	6,9%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 750	41 220	44 970	15,2%	9,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	350	2 350	2 700	1,4%	0,5%
S - Autres activités de services	340	6 570	6 910	1,4%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	5 870	5 880	0,0%	1,3%
U - Activités extra-territoriales	210	610	820	0,9%	0,1%
Z - Non déterminé	50	2 550	2 600	0,2%	0,6%
Total	24 640	438 770	463 410	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2021 - janvier 2022) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	340	80	420	310	730	0,9%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	30	40	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 290	950	2 240	4 250	6 490	4,8%	4,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	260	280	0,0%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	50	110	220	330	0,2%	0,2%
F - Construction	3 330	2 410	5 740	10 910	16 650	12,3%	11,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 290	1 980	9 270	7 880	17 150	19,8%	8,1%
H - Transports et entreposage	2 030	1 560	3 590	5 000	8 590	7,7%	5,2%
I - Hébergement et restauration	5 720	1 300	7 020	4 240	11 260	15,0%	4,4%
J - Information et communication	410	460	870	5 110	5 980	1,9%	5,3%
K - Activités financières et d'assurance	1 600	330	1 930	10 550	12 480	4,1%	10,9%
L - Activités immobilières	220	210	430	950	1 380	0,9%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 510	1 110	2 620	13 120	15 740	5,6%	13,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 860	800	2 660	9 560	12 220	5,7%	9,9%
O - Administration publique	890	370	1 260	8 200	9 460	2,7%	8,5%
P - Enseignement (privé)	160	350	510	1 340	1 850	1,1%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	2 820	1 280	4 100	8 530	12 630	8,8%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	110	380	680	1 060	0,8%	0,7%
S - Autres activités de services	590	460	1 050	1 260	2 310	2,2%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	770	160	930	2 970	3 900	2,0%	3,1%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	230	240	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 260	300	1 560	1 410	2 970	3,3%	1,5%
Total	32 430	14 300	46 730	97 010	143 740	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2021 - janvier 2022) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	57,5%	42,5%	100,0%
B - Industries extractives	25,0%	75,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	34,5%	65,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	7,1%	92,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	33,3%	66,7%	100,0%
F - Construction	34,5%	65,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	54,1%	45,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	41,8%	58,2%	100,0%
I - Hébergement et restauration	62,3%	37,7%	100,0%
J - Information et communication	14,5%	85,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,5%	84,5%	100,0%
L - Activités immobilières	31,2%	68,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16,6%	83,4%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	21,8%	78,2%	100,0%
O - Administration publique	13,3%	86,7%	100,0%
P - Enseignement (privé)	27,6%	72,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	32,5%	67,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	35,8%	64,2%	100,0%
S - Autres activités de services	45,5%	54,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	23,8%	76,2%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,2%	95,8%	100,0%
Z - Non déterminé	52,5%	47,5%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2021 - janvier 2022) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2022			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2022	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	640	960	1 600	1,0%	0,2%
B - Industries extractives	10	260	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 150	27 610	31 760	6,3%	6,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 740	1 760	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	280	1 720	2 000	0,4%	0,4%
F - Construction	7 570	43 090	50 660	11,5%	10,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 790	36 730	52 520	24,0%	9,2%
H - Transports et entreposage	5 660	26 420	32 080	8,6%	6,6%
I - Hébergement et restauration	9 580	11 040	20 620	14,6%	2,8%
J - Information et communication	1 090	20 210	21 300	1,7%	5,1%
K - Activités financières et d'assurance	1 160	50 450	51 610	1,8%	12,7%
L - Activités immobilières	600	2 900	3 500	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 530	42 880	45 410	3,8%	10,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	3 010	22 860	25 870	4,6%	5,7%
O - Administration publique	1 290	51 580	52 870	2,0%	13,0%
P - Enseignement (privé)	400	5 310	5 710	0,6%	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	6 880	38 090	44 970	10,4%	9,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	450	2 250	2 700	0,7%	0,6%
S - Autres activités de services	2 170	4 730	6 900	3,3%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	930	4 960	5 890	1,4%	1,2%
U - Activités extra-territoriales	30	790	820	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 600	990	2 590	2,4%	0,2%
Total	65 840	397 570	463 410	100,0%	100,0%